

Résolution sur l'Ukraine

Depuis le début de la guerre en Ukraine, des personnes ont perdu la vie dans tout le pays à cause des désirs bellicistes et impérialistes d'un autocrate. Dans notre pays, nous parlons beaucoup de solidarité avec l'Ukraine, mais peu de notre propre responsabilité. En traitant pendant des années avec des autocrates comme Poutine, la Suisse a joué un rôle important dans leur armement : par le biais du commerce des matières premières, en tant que havre de paix pour les fonds douteux des oligarques et avec des biens à double usage suisses avec lesquels Poutine fabrique les moteurs de ses bombardiers. Il manque toujours la volonté politique et les bases légales et de données nécessaires pour pouvoir mettre en œuvre de manière efficace et conséquente les réglementations et les sanctions décidées. Pour le GSsA, il est clair que la politique d'irresponsabilité et d'inaction de la Suisse doit prendre fin.

Appliquer les sanctions

Bien que la Suisse ait adhéré aux sanctions de l'UE contre la Russie, leur mise en œuvre fait régulièrement l'objet de critiques. Il manque ainsi la volonté politique de traquer systématiquement les avoirs des oligarques sur les comptes bancaires suisses. Seuls 7,5 milliards de francs sur les 150 à 200 milliards d'avoirs oligarchiques estimés ont été gelés. Le Conseil fédéral, dominé par les partis bourgeois, ne bouge pas d'un millimètre pour permettre la confiscation de ces fonds pour la reconstruction de l'Ukraine.

Il ne s'agit pas seulement de fonds déposés sur des comptes bancaires, mais aussi de participations dans des entreprises, de biens immobiliers ou de la construction de structures offshore afin de contourner les sanctions. C'est ainsi que le modèle d'affaires de l'opacité de la place financière suisse se poursuit. Après plus d'un an de guerre, le Parlement discute toujours de la nécessité de mettre en place une task force chargée de traquer activement les fonds des oligarques au lieu d'attendre passivement les déclarations, comme c'est le cas actuellement. Cela doit cesser. Nous demandons donc la création immédiate d'une task force chargée d'appliquer systématiquement les sanctions et la confiscation de ces fonds pour la reconstruction de l'Ukraine.

Impôt sur les bénéfices excessifs pour les profiteurs de guerre

Avant le début de la guerre, près des deux tiers des revenus de l'Etat russe provenaient du pétrole et du gaz. Ce sont justement ceux qui ont rempli le trésor de guerre de Poutine avec de telles affaires qui profitent aujourd'hui des bouleversements du marché dus à la guerre. Au cours de l'année dernière, les prix des matières premières ont tellement grimpé que des groupes locaux comme Glencore ou Cargill ont réalisé des bénéfices de crise de plusieurs milliards.

Depuis toujours, la Suisse a déroulé le tapis rouge à ces groupes à Zoug et à Genève grâce à sa politique fiscale basse. Ainsi, en tant que plaque tournante des sources d'énergie russes, la Suisse porte une responsabilité importante dans cette guerre et a une dette envers l'Ukraine. Les coûts de la reconstruction ont été estimés à 750 milliards de francs fin 2022. C'est pourquoi le gouvernement doit introduire un impôt sur les bénéfices excédentaires, tel qu'il est également mis en œuvre dans les pays européens voisins, pour les bénéfices records des entreprises de matières premières. Ces fonds, ainsi que les avoirs gelés des oligarques, doivent être utilisés pour la reconstruction civile et écologique de l'Ukraine. Avec ces milliards, nous pouvons apporter une contribution significative sans réduire l'aide dans d'autres domaines et pays.

Solidarité avec les objecteurs de conscience.

La Convention de Genève sur les réfugiés protège les objecteurs de conscience ou les déserteurs qui risquent une peine disproportionnée en raison de leur attitude d'opposition. En tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse devrait montrer l'exemple et offrir son aide aux objecteurs de conscience en Russie, en Ukraine et dans le monde entier. Tout soutien aux opposant-es au régime russe et aux déserteurs est une contribution à l'affaiblissement du Kremlin et à une fin plus rapide de la guerre. Dans la situation actuelle, il faut pour cela que des visas humanitaires soient délivrés rapidement, facilement et généreusement. A long terme, le GSsA demande la réintroduction de l'asile dans les ambassades.